

**Centre Cerise  
46, rue Montorgueil  
75001 PARIS**

25e Café Citoyen  
du 22 février 2019  
sur le thème :

**« Fiscalité et dépenses publiques »**  
dans le cadre du Grand Débat National

Nous étions 25 participants et avons débattu à partir de plusieurs questions précédées d'une présentation chiffrée. Chaque question faisait l'objet d'un vote initial et final. Nous conservons ici à chaque fois le vote final. Il y a eu environ à chaque fois 20 votants. Les animateurs (3 personnes), ne votaient pas.

### **I – En France que faire pour rendre les prélèvements publics plus justes et plus équitables ?**

4 propositions étaient soumises au débat et au vote des présents.

- Rétablir l'ISF
- Instaurer une TVA à taux 0% pour produits de premières nécessités
- Introduire une CSG progressive
- Fondre tous les prélèvements publics en 1 seul impôt.

#### ***Rétablir l'ISF :***

***6 oui – 6 non – 6 ne savent pas***

Arguments :

- Pour : c'est un des thèmes majeurs des manifestations. Ne pas le faire serait très mal perçu. La fiscalité est très peu progressive en France. Il s'agit d'une mesure de justice que de rendre une partie de la rente foncière dont j'ai bénéficié.
- Contre : c'est devenu un impôt sur les petites fortunes alors que seulement 12% sur le Capital (Flat tax)
- Contre : Cet impôt a totalement disparu de la scène européenne. Pourquoi se singulariser ?
- Contre : ces revenus ont déjà été taxés. Ce serait plus symbolique qu'autre chose.

Proposition :

- Pour à condition que le produit de l'ISF soit utilisé pour la lutte contre la pauvreté, pour la transition écologique et/ou en investissement dans les petites et moyennes entreprises...
- Pour dans un premier temps tout en mettant à l'étude en parallèle une refonte du système

### ***Adopter une TVA à taux 0% sur les produits de première nécessité :***

***18 oui – 2 non***

#### ***Arguments :***

- Contre : il faudrait déterminer quels sont les produits dits de « première nécessité » (usine à gaz supplémentaire) et cela baisserait les recettes fiscales de l'Etat (en déficit depuis plusieurs années)
- Pour mais comment remplacer le manque à gagner ?
- Pour, au Royaume Uni cela existe.
- Contre : Augmenter les coûts des produits de marques par exemple peut aussi pénaliser les plus modestes, souvent adeptes de ces produits (marques de sport etc.) J'ai donc beaucoup de réserve à ce sujet.
- Pour mais s'il y a baisse, il faudrait pouvoir vérifier qui est réellement favorisé et si les recettes fiscales continuent à diminuer il faudrait arrêter
- Contre : Sarkozy a voulu augmenter la TVA, en disant que les prix resteraient inchangés. Cela serait pareil si on la supprimait.

Propositions et commentaires :

- TVA à taux 0% uniquement sur les produits de première nécessité produits sur place afin de favoriser la consommation locale
- La montée en puissance des monnaies locales devrait faire évoluer ce système de taxe à la consommation et inciter à imposer autrement

### ***Adopter une CSG progressive :***

***3 oui 3 non 11 indécis***

#### ***Arguments***

- Pour : La CSG est un bon impôt car il atteint vraiment le capital et les revenus du capital
- Pour : Que l'impôt soit beaucoup plus progressif et qu'il fusionne avec l'IRPP.
- Pour : Aujourd'hui la CSG n'est plus un impôt marginal, il rapporte 100 millions d'€. Pour le rendre plus équitable, il faut imaginer des taux progressifs.

- Contre : En 1992 la CSG a été créée pour combler le trou de la SS. Pourquoi continuer à la détourner de son but ?

Conclusion consensuelle de toutes ces propositions :

- Il faudrait remettre à plat la fiscalité en France mais c'est un très gros chantier qui prendra au moins 10 ans ...

## **II - Fondre tous les prélèvements publics dans un seul grand impôt progressif :**

### **Pour 4 Contre 3 Indécis 10**

Précision : Un seul grand impôt progressif impliquerait de s'occuper aussi des cotisations sociales qui concernent énormément de personnes et sont très peu équitables.

#### Arguments

- Pour : les cotisations sociales qui fonctionnent par tranches sont très inégales. Ce n'est pas un système de solidarité horizontal.
- Pour : Je suis en France depuis 5 ans. C'est très compliqué d'y retrouver. Si on arrive à réduire le tout à un système plus simple, ce sera plus efficace.
- Pour : Notre société est en pleine mutation, c'est le moment de refonder une fraternité sociale.
- Contre : La TVA c'est simple à prélever. 1 seul grand impôt ce serait beaucoup plus compliqué, quand on connaît l'ampleur des évasions fiscales.
- Contre :
  - Le système est à repenser mais pas à détruire entièrement :
    - Les cotisations sociales ont été décidées par le CNR. Aujourd'hui les partenaires sociaux ne sont plus là (Juppé les a éliminés) mais ça n'est pas une raison pour ne pas s'en souvenir. Il faut s'appuyer sur l'histoire pour faire évoluer le système vers une plus grande équité et une meilleure adaptation au monde moderne.
    - La TVA est un impôt indolore à conserver en abaissant son taux mais il faudrait augmenter les impôts sur les revenus

#### Proposition

- Aujourd'hui les taux de cotisation sont différents selon que l'on est salarié, cadre ou cadre sup., ce qui entraîne des retraites, des mutuelles, ... différentes. Il faut arriver à des prélèvements progressifs

- Tout le monde devrait payer un grand impôt progressif en commençant par 1€ symbolique

### **III - protection sociale (santé, allocations, retraites) comment améliorer l'efficacité et l'équité ?**

*Cette question n'appelait pas de vote. Nous notons ici les principales propositions*

- Ce n'est pas un système sur lequel on a de gros leviers. Je pense possible de faire des économies auprès des médecins, notamment en faisant de la prévention.
- Tout le monde est d'accord pour dire qu'il ne faut pas toucher à la protection sociale, mais qu'il faut plutôt dans un premier temps investir car les économies réalisées sont arrivées au bout du supportable. Désormais elles malmènent les acteurs (personnel soignant notamment) et sont contre productives.
- On ne fait pas assez de prévention (sport, par ex). Elle peut, à terme, conduire à de très importantes économies.
- Il y a plus de 500 mutuelles en France, ne faut-il pas les réunir comme les caisses de retraites agirc arcco viennent de le faire ?
- Le problème du manque de médecins et d'organisation des hôpitaux doit être réglé avec les intéressés et pas administrativement, sans eux.
- Ce serait bien de dire aux français qui sortent de l'hôpital combien ont coûté les soins dont ils ont bénéficié et comment le coût est réparti.
- Le logement : Il faut revoir la gestion et l'organisation du système. Les APL n'ont aucun effet car les bailleurs répercutent leur montant sur le loyer demandé. L'attribution et la gestion des HLM est souvent très éloignée de la réalité et de la condition des gens qui y vivent. Elle doit être faite de façon plus simple et rigoureuse.
- Les périodes de chômage indemnisées sont trop longues : en en réduisant le temps, cela inciterait à bouger pour chercher plus activement du travail.

### **IV – La transition écologique**

***Faut-il poursuivre le système d'incitation fiscale ( niches) ?***

***oui : 13 Non : 1 Indécis : 6***

***Arguments pour et propositions***

- Il faut envisager le redéploiement du fret ferroviaire pour diminuer le nombre de camions de transports de marchandises.
- Il faut favoriser les moyens de transport comme les péniches, les trains, le covoiturage.

- Il faut développer le télétravail pour réduire les déplacements.
- Construire des véhicules non polluants à partager.
- La transition écologique ne réussira que si elle est collective. Elle doit partir du local, pas « d'en haut ».

### ***Faut-il taxer les pollueurs ?***

***Oui 12 Indécis : 7***

- oui et d'abord taxer les industriels
- oui mais nous avons déjà les gilets jaunes, on aura aussi les bonnets rouges.
- Les routiers européens transitent par la France. Comment isoler ce coût de pollution du reste ?
- Il faut attribuer le produit de la taxe aux pollueurs à l'aide à la transition écologique.
- les fonds recueillis par ces taxes devraient revenir à ceux qui ne peuvent baisser la pollution (ex infirmières à domicile)
- peut-être faire un système de trésorerie : retour sur investissements qui vont faire baisser la pollution
- ne faudrait-il pas chercher de nouveaux transports dans les villes
- favoriser la transition écologique, pas seulement fiscalement
- En agriculture, que donnerait une taxe sur le fuel ? Attention aux conséquences qui pourraient dans certains cas être dramatiques !
- Il faudrait peut-être créer une haute autorité indépendante « Conseil de la sécurité environnementale » qui aurait seule le pouvoir sur ces thèmes.
- La transition ne réussira que collectivement : il y a des cellules de quartiers associatives qui peuvent donner des compétences ou des idées ; Il faut créer des collectifs.

### **V – En Europe : Que faire pour éviter le dumping fiscal et social ?**

#### ***Faut-il harmoniser la fiscalité européenne ? Si oui, comment ?***

***Oui : 8 Non : 3 Indécis : 6***

- Harmoniser les taux de TVA ? Oui ce serait logique ! Mais mettre d'accord 27 pays...il faut l'unanimité pour toutes les réformes fiscales.
- Il faut commencer avec ceux qui sont d'accord.
- Quand on a un marché unique, faut-il harmoniser les 27 pays ? Non ! Car il faudrait d'abord un gouvernement européen qui fonctionne de manière globale.
- Oui, pour obtenir une même protection sociale partout en Europe.

- il faudrait déjà harmoniser les systèmes fiscaux (et tous les systèmes sociaux) cela sous-entend d'harmoniser la fiscalité donc aussi les revenus !
- il faudrait passer en revue toutes les inégalités en Europe, afin de les réduire et de viser ainsi à l'harmonisation de l'Europe, comme finalité.

***Faut-il imaginer un impôt européen direct ?***

***Oui : 1 Non : 7 Indécis : 8***

- Il y a trop de disparité entre l'Est et l'Ouest, c'est trop difficile à contrôler
- Il y a un risque d'accentuer des sentiments anti-européens avec la mise en place d'un impôt supplémentaire.
- L'impôt serait différent suivant les revenus. Il faudrait un petit impôt direct pour commencer.
- Cette mise en place engendrerait celle de procédures démocratiques qui n'existent pas à ce jour.